

Min Armstrong

SECRET

ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS
DOUANIERS ET LE COMMERCE

No. 10
CP.5/K/SECRET/15
7 décembre 1950
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISH

PARTIES CONTRACTANTES

GROUPE DE TRAVAIL "K" DES CONSULTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE XII:4(b)

Déclaration faite par le représentant du Fonds monétaire international en réponse à l'exposé du représentant de l'Australie à la septième réunion du Groupe de travail.

Monsieur le Président,

Le représentant de l'Australie a présenté un certain nombre de faits qui, d'une manière générale, concordent avec l'analyse effectuée par le Fonds monétaire international. Il a fourni sur la balance des paiements des renseignements plus récents qui confirment et renforcent même le jugement et les conclusions du Fonds.

Quant à l'opinion selon laquelle le Fonds monétaire international n'a pas très bien compris le mécanisme de la zone sterling, les représentants du Fonds ont été surpris de constater qu'elle figure encore dans l'exposé écrit du représentant de l'Australie et ils croient devoir, pour cette raison, présenter des observations à son sujet. Ils supposent que les objections de l'Australie proviennent de certaines déclarations du rapport du Fonds sur l'Australie, telles que : le montant des soldes en sterling de l'Australie qui sont convertis font l'objet d'un arrangement entre le gouvernement du Royaume-Uni et le gouvernement australien, ou : l'accord accepté par l'Australie en vue de restreindre le taux d'utilisation, etc... A cet égard, le représentant de l'Australie a fait savoir au Groupe de travail qu'il n'a pas été fixé, d'accord avec le Royaume-Uni, de limite pour le montant en livres sterling australiennes, et même en livres sterling de tout autre pays indépendant faisant partie de la zone sterling, qui peut être converti au cours d'une période déterminée. Cette déclaration du représentant de l'Australie surprend quelque peu les représentants du Fonds. Nous ne prétendons pas avoir indiqué dans notre rapport les détails exacts des arrangements ou les ententes intervenus entre l'Australie et d'autres membres de la zone sterling et en vertu desquels sont fixés, par exemple, les critères particuliers d'après lesquels les pays intéressés déterminent le montant de livres sterling à convertir en dollars. Nous avons été guidés par des faits bien connus et par des déclarations officielles publiées. Toutefois, le représentant de l'Australie ne saurait, certes, laisser entendre que la totalité des soldes de l'Australie en sterling peut être librement et à tout moment convertie en dollars ni que la livre sterling est maintenant intégralement convertible en dollars et que l'idée que sa convertibilité est limitée est l'effet d'un malentendu de la part du public.

Au cours des longs mois de discussions qui ont précédé la formation de l'Union européenne des paiements, nous avons entendu développer en détail les arguments convaincants invoqués par les représentants du Royaume-Uni pour justifier le maintien des arrangements monétaires du Royaume-Uni avec d'autres pays de la zone sterling, dont le but était de soutenir le sterling et son utilisation comme monnaie internationale. Au cours de ces discussions, l'existence de tels accords a été à maintes reprises reconnue. Le Fonds n'a pas été appelé à apprécier la nécessité ou l'opportunité de tels arrangements spéciaux et il ne l'a pas fait, mais nous estimons, par contre, qu'il a dûment tenu compte de leur existence et de leur portée.

Tenant compte des difficultés que présentait l'exposé, nous estimons que les **déclarations** du Fonds au sujet des arrangements de l'Australie avec la zone sterling reflètent assez exactement l'aspect essentiel de la situation.